

Un «*grand débat démocratique*» a été mis en place pour que les râleurs rentrent chez eux, remplissent quelques cahiers de doléances, participent à une ou deux séances de «*psychothérapie politique de groupe*» et fin de l'histoire... Les «*réformes*» peuvent reprendre leur cours... «*Dites tout ce que vous voulez, et nous ferons ce que nous voudrons!*». Ce «*grand débat national*» n'est qu'un énième enfumage du pouvoir exécutif qui tente d'anesthésier l'opinion publique.

Cette démarche bien construite touche de plein fouet la DGFIP et la Fonction Publique, qui se retrouvent au cœur de la tourmente engendrée par la volonté destructrice de notre gouvernement aux ordres du nouvel ordre mondial de la finance.

Nous vous avons déjà alerté sur les conséquences que cette idéologie aura sur notre administration. C'est la disparition complète en 2022 de notre environnement de travail, tel que nous le connaissons aujourd'hui.

La CGT DDFIP 22 a donc interpellé notre directeur en ces termes suivants:

«Lors de la réunion des Directeurs locaux en décembre dernier, le Directeur Général vous a présenté l'organisation du réseau à horizon 2022. Nous savons que les propositions de déclinaisons départementales doivent être retournées à la Direction Générale dans les semaines à venir.

Nous ne doutons donc pas que vous en avez défini les grandes lignes pour le département des Côtes d'Armor. Certaines directions locales ont déjà communiqué leurs projets aux représentants des personnels.

Les agents du département sont très inquiets : Ils sont concernés au premier chef car il s'agit de leur avenir professionnel. Les personnels et leurs organisations syndicales ne sont pas des interlocuteurs de seconde zone, Ils ont le droit à une information rapide et exhaustive du bouleversement qui s'annonce.

Aussi, afin d'informer les personnels que nous représentons, nous exigeons communication complète et immédiate du projet que vous avez préparé, faute de quoi le dialogue social que vous appelez de vos vœux ne serait qu'une simple

imposture.

Des Directions Départementales comme la Vendée ou le Cher ont communiqué sur leur projet, rien ne vous empêche, Monsieur le Directeur, d'en faire de même pour le département des Côtes d'Armor.»

Nous attendons vos réponses»

Suite à cette interpellation, nous avons reçu du Directeur le courriel suivant :

«Je vous confirme qu'à l'occasion du CTL du 28/2 prochain, je donnerai aux membres du CTL des informations sur l'évolution du réseau départemental pour la période 2020 – 2022. Nous aurons donc la possibilité d'échanger sur ce thème»

Le CTL s'est donc réuni le 28 février dernier. L'ordre du jour comportait uniquement l'avis du CTL à recevoir sur des adaptations d'horaires de diverses trésoreries, suite à des demandes d'agents. Depuis longtemps, la CGT s'abstient sur ces propositions, car nous considérons que ces «adaptations» ne sont que les conséquences de la politique de suppressions d'emplois, mais que les demandes des agents doivent aussi être prises en compte compte-tenu de leur vécu quotidien.

Et lorsque le sujet de l'avenir de notre administration et de ses agents fut abordé en «questions diverses», après de longues heures passées sur les questions à l'ordre du jour qui ne demandaient qu'un simple avis technique, les représentants des personnels furent

informés que le projet ne pouvait leur être communiqué, car il n'était pas finalisé !

Chacun pourra donc mesurer le mépris affiché par le Directeur envers les agents et leurs représentants. «Dialogue social», «partenaires sociaux», «collaborateurs»... ces mots de la novlangue technocratique ne représentent donc que du vent. On s'en doutait un peu, mais notre directeur vient de nous en faire la démonstration parfaite.

Lorsque la confiance n'existe plus, nous ne pouvons pas laisser notre administration et ses représentants décider de notre avenir en gérant les personnels comme de simples variables d'ajustement au nom de l'idéologie budgétaire.

Nous n'avons donc plus le choix : nous devons créer un puissant rapport de forces pour nous faire entendre. Seule l'action résolue et solidaire des personnels pourra faire reculer ceux qui veulent assassiner la DGFIP...